

# Fonctionnement colonial

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

*29 novembre 2019*

Des élus auraient demandé la tête du préfet. Et alors ? Cette annonce difficile à vérifier – il n’y a aucune lettre officielle ni une déclaration publique d’aucun élu qui soit venu confirmer cette rumeur – a envahi l’espace médiatique. À croire que ce non-événement a vocation à changer le cours des choses en Guadeloupe. Lors du congrès des maires, plusieurs personnes auraient entendu quelques maires guadeloupéens bougonner sur les méthodes du préfet. Encore une fois, et alors ? Une série de qualificatifs ont fleuri pour désigner Philippe Gustin. Il serait gouverneur, proconsul ou néogouverneur. Au choix. Or, user de son entregent ou de sa connivence avec un gouvernement afin d’obtenir la tête d’un préfet, participe du fonctionnement colonial qu’on veut dénoncer. C’est le signe qu’on veut et qu’on croit pouvoir obtenir du pouvoir, passe-droit, protection, et faveurs. Je n’ose imaginer la contrepartie. Les combines de cette nature interviennent souvent au détriment de l’équité, du droit et de l’intérêt général. Sinon on a le cran de poser publiquement les raisons qui justifient l’éviction d’un préfet. J’ajoute que la demande doit être adossée à un argumentaire solide, nourri de faits tangibles. Un manquement, une violation des règles, un excès de pouvoir... Or, de quoi s’agit-il ? Philippe Gustin est un fonctionnaire qui applique la politique du gouvernement qui l’a nommé. Il représente l’État. Il se trouve que quelques élus ne sont pas des foudres de guerre dans la gestion des finances publiques. Et l’ensemble est incapable de régler le problème de l’eau. Le préfet appuie là où cela fait mal. Mais à qui la faute ? Maintenant, s’il s’agit de redéfinir les rapports de la Guadeloupe et de ses élus d’une part, avec la France et sa représentation sur place d’autre part, c’est tout autre chose. Cette affaire ne se règle pas dans des apartés douteux, lors de rencontres informelles avec des personnalités du pouvoir. L’épisode est toutefois éclairant. Il met en lumière une recentralisation effrénée à l’œuvre depuis deux ans. C’est le cas en ce qui concerne l’octroi de mer qui devrait bientôt être gérée, au détriment de la Région, par la Direction régionale des finances publiques. Ni les élus ni l’État n’en ont informé la

population. C'est le cas aussi dans le domaine du logement social, où les élus sont de plus en plus poussés vers la sortie des organismes qui en ont la charge. Et sur cette question de fond, chez nos chers élus, il n'y a plus grand monde.